

PREFET DES CÔTES D'ARMOR

Direction départementale  
de la protection des populations

ARRETE  
portant autorisation d'une installation classée  
pour la protection de l'environnement

Service prévention  
des risques environnementaux  
N°IC 2005/0762  
MTB

Le Préfet des Côtes d'Armor

Officier de la Légion d'honneur

- VU le Code de l'Environnement et notamment le titre I du livre II et le titre I du livre V ;
- VU le décret n° 2001-34 du 10 janvier 2001 modifié relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
- VU l'arrêté ministériel du 6 mars 2001 modifié relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole ;
- VU l'arrêté ministériel du 7 février 2005, modifié, fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les élevages soumis à autorisation sous les rubriques n° 2111-1 et n° 3660 de la nomenclature ;
- VU l'arrêté préfectoral du 21 septembre 1981 autorisant Monsieur GUILLOUX Philippe à exploiter un élevage avicole de 20 001 poules pondeuses au lieu-dit « le corong » à Plésidy ;
- VU l'arrêté préfectoral en date du 29 juillet 2009 modifié établissant le quatrième programme d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- VU la demande présentée le 19 septembre 2012 par l'installation classée « **SCEA ELEVAGE DE KERGOFF** », sise « Kergoff » à SENVEN LEHART, en vue de l'extension d'un élevage avicole avec une restructuration externe et interne afin de passer à 127 500 animaux équivalents ;
- VU la saisine de l'autorité environnementale du 12 avril 2013 ;
- VU la saisine des services du 12 avril 2013 ;
- VU la saisine des conseils municipaux de PLESIDY, SAINT-CONNAN, SAINT-FIACRE, SAINT-GILDAS, SAINT-PEVER, SENVEN-LEHART ;
- VU les résultats de l'enquête publique et notamment les conclusions favorables du Commissaire-enquêteur du 27 août 2013 ;
- VU le rapport de l'Inspecteur des Installations Classées en date du 8 novembre 2013 ;

VU l'avis émis par le Conseil départemental de l'Environnement, des Risques Sanitaires et Technologiques le 22 novembre 2013 ;

CONSIDERANT que la demande présentée prévoit des mesures compensatoires permettant une gestion correspondant aux normes en vigueur visées par le code de l'environnement ;

CONSIDERANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 et suivants du Code de l'environnement ;

CONSIDERANT que la reprise de la totalité du fumier de volailles par les établissements HUON pour être transférée dans des cantons dont la charge est inférieure à 140 UN/ha ;

CONSIDERANT que les capacités de stockage sont réglementairement satisfaisantes et que l'extension de l'élevage va permettre à l'exploitant de rentabiliser son exploitation ;

CONSIDERANT que l'exploitation possède des équipements respectant les meilleures techniques disponibles pour la protection de l'environnement ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,

- A R R E T E -

#### **ARTICLE 1<sup>er</sup> - Bénéficiaire et portée de l'autorisation**

1.1. - L'arrêté préfectoral du 21 septembre 1981 autorisant M. GUILLOUX Philippe à Plésidy à exploiter un élevage avicole de 20 001 poules pondeuses est abrogé.

- L'arrêté préfectoral du 16 janvier 1995, modifié, autorisant la « **S.C.E.A. DE KERGOFF** » à exploiter un élevage avicole de 70 000 poulettes à Senven-Lehart au lieu-dit « Kergoff » ;

1.2. - La SCEA DE KERGOFF, sise à SENVEN-LEHART au lieu dit "Kergoff" est autorisée à exploiter à cette adresse (Section ZD, parcelle n° 22), conformément aux plans et mémoire annexés à la demande un élevage avicole dont la capacité maximale est de 125 865 animaux équivalents volailles en présence simultanée, sous réserve que la rotation des bandes permette de limiter la quantité d'azote produite à 19 635 unités par an.

<b>Catégories de productions autorisées</b>	<b>Animaux équivalents en présence simultanée</b>	<b>Effectifs animaux autorisés en présence simultanée</b>
Volailles de chair : coquelet	125 865	167 820
Volailles de chair : poulet léger	108 375	127 500
Volailles de chair : poulet standard	97 750	97 750
Volailles de chair : pintade	68 000	68 000
Volailles de chair : dinde médium	99 450	33 150

Poulettes (oeufs)	72 250	72 250
-------------------	--------	--------

1.3. - Pour l'exploitation de cette installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation sous les rubriques n° 2111-1 et n° 3660 de la nomenclature, le pétitionnaire doit respecter la réglementation en vigueur ainsi que les prescriptions ci-après.

## **ARTICLE 2 - Prescriptions particulières concernant les bâtiments d'élevage (poulaillers et annexes).**

### **2.1. Aménagement et exploitation des bâtiments :**

2.1.1. - La surface des poulaillers ne doit pas dépasser 4 250 m<sup>2</sup>.

2.1.2. - L'installation est implantée, aménagée et exploitée conformément aux plans et aux dispositions décrites dans le dossier joint à la demande.

2.1.3. - Tout projet de modification de l'installation, de son mode d'exploitation ou de son voisinage, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de déclaration, doit être porté, avant sa réalisation, à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

### **2.2. - Sécurité :**

2.2.1. - Les isolants employés pour la construction et la rénovation des poulaillers et annexes doivent être au minimum d'euroclasse feu de type D et la couverture des bâtiments en matériaux incombustibles de type A1 ou A2.

2.2.2. - L'installation électrique doit être conforme aux normes en vigueur ainsi que les installations de chauffage et de stockage de combustibles, s'il en existe.

2.2.3. - L'établissement est doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques à prévenir (extincteurs pour feu d'origine électrique). De plus, un tuyau d'arrosage branché sur une conduite pression est installé à proximité d'une issue de l'élevage.

2.2.4. - Les silos, greniers et autres locaux affectés dans les exploitations agricoles, de façon permanente ou non, au stockage des produits agricoles ou nécessaires à l'agriculture, doivent répondre aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 19 janvier 1977.

2.2.5. - Les bâtiments doivent être accessibles aux engins de lutte contre l'incendie, par une voie de 3 mètres de large minimum utilisable en toute circonstance et dont la force portante calculée pour un véhicule de 160 kilonewtons.

2.2.6. - La défense en eau de l'établissement doit être assurée par un hydrant conforme à la norme NFS 61 213 (poteau ou bouche incendie fournissant 1 000 litres/mn sous 1 bar) ou une réserve de 120 m<sup>3</sup> utilisable et accessible en permanence aux engins de lutte contre l'incendie.

Ce point d'eau doit être situé à moins de 300 mètres (circulaire du 10 décembre 1951).

### 2.3. - Transfert des effluents bruts :

Une convention est établie avec un prestataire qui assure la reprise vers une installation classée 2780 pour 785 tonnes de fumier de volailles brut par an soit 19 635 unités d'azote.

Afin de justifier d'une mesure de résorption, les produits repris doivent être épandus en dehors des cantons en zone d'excédents structurels et cantons supérieurs à 140 UN/ha conformément aux dispositions départementales en vigueur.

A chaque enlèvement, un bon d'enlèvement est établi entre l'exploitant et l'organisme qui assure la reprise.

Sur ce bon sont indiqués, la date de départ, la nature du produit, la référence à la norme ou le numéro d'homologation, les quantités enlevées en tonne et en m<sup>3</sup>, la désignation du transporteur, la dénomination de l'exploitant, son adresse et les coordonnées de la société qui assure la commercialisation.

L'exploitant doit pouvoir fournir chaque année aux services d'inspection des installations classées, les quantités de produits livrés et leurs destinations finales, celles-ci pouvant être fournies directement par la société qui assure la reprise et tenir à la disposition des organismes de contrôle les analyses et bons d'enlèvements qui doivent être conservés au moins pendant cinq ans.

L'exploitant est tenu d'avertir le service d'inspection installation classée de toute rupture de contrat dès lors qu'il en prend connaissance ou de tout événement s'opposant à la reprise des déjections et de proposer une mesure alternative. En l'absence de solution de substitution, les effectifs d'animaux doivent être réduits.

Le stockage dans le milieu extérieur, des fumiers destinés à être transférés, est interdit.

### **ARTICLE 3 - Les meilleures techniques disponibles**

L'installation est réalisée et exploitée en se fondant sur les performances des meilleures techniques disponibles économiquement acceptables (MTD) les plus récentes, en tenant compte de la vocation et de l'utilisation des milieux environnants ainsi que de la gestion équilibrée de la ressource en eau.

### **ARTICLE 4 - Autres**

L'écran de verdure suffisamment dense pour isoler les bâtiments des habitations voisines est maintenu et entretenu aux abords des bâtiments d'élevage.

### **ARTICLE 5 - Résorption**

La résorption prise en compte par l'exploitation est de 19 635 UN par transfert et 249 UN par cessation.

## **ARTICLE 6 - Dispositions communes**

La présente décision, accordée sous réserve du droit des tiers, n'équivaut pas à un permis de construire. Elle cesse d'être valable si l'établissement n'a pas été mis en service dans le délai de trois ans ou reste inexploité pendant plus de deux années consécutives.

Toute modification ou extension apportée à l'établissement, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier initial, doit faire l'objet d'une nouvelle demande.

Tout changement d'exploitant fait l'objet d'une déclaration adressée par le successeur au Préfet des Côtes d'Armor dans le mois qui suit la prise de possession, par lettre accompagnée des justificatifs.

Le pétitionnaire est tenu de déclarer, sans délai, à l'inspection des installations classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation susvisée qui sont de nature à porter atteinte à son environnement.

Ils doivent, en outre, se conformer aux prescriptions législatives et réglementaires édictées notamment par le livre II du Code du Travail dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.

## **ARTICLE 7 - voies affichage**

Une copie du présent arrêté est

- déposée à la mairie de Senven-Léhart pour y être consultée ,
- affichée à la mairie de Senven-Léhart pendant une durée minimum d'un mois.
- affichée en permanence de façon visible, par les soins de l'exploitant, sur le site de l'exploitation,
- mise en ligne sur le site [www. Cotes-darmor.gouv.fr](http://www.Cotes-darmor.gouv.fr) – rubrique « Les actions de l'Etat » - « Environnement et prévention des risques » - « installations classées ».

Un avis est inséré par les soins du Préfet et aux frais de l'exploitant dans deux journaux d'annonces légales du département.

## **ARTICLE 8. - Délai et voie de recours**

La présente décision peut être déférée devant le tribunal administratif de Rennes (Hôtel de Bizien – 3, Contour de la Motte – 35044 – RENNES Cédex) :

- dans un délai de deux mois à compter de la notification de la décision pour les demandeurs et les exploitants ;
- dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de la décision pour les tiers, les personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente.

## **ARTICLE 9 - Exécution**

Le secrétaire général de la préfecture des Côtes d'Armor, le sous-préfet de Guingamp, le maire de Senven-Léhart et le directeur départemental de la protection des populations, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie est notifiée au chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie est notifiée au pétitionnaire pour être

conservée en permanence et présentée à toute réquisition des autorités administratives ou de police, ainsi que, pour information, aux maires de Plésidy, Saint-Connan, Saint-Fiacre, Saint-Gildas, Saint-Péver.

SAINT-BRIEUC, le 06 DEC. 2013

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,



Gérard Derouin